

L'INTÉGRATION ET LE PROLÉTARIAT...

«... et c'est toujours la lutte, parfois souvent heureuse, de ceux qui ont l'air de rien contre ceux qui veulent avoir l'air de tout». Jacques Prévert.

En juin dernier, au Congrès de la *Fédération Anarchiste*, il avait été décidé qu'une campagne contre l'intégration serait engagée. Il m'a paru opportun et important d'essayer de préciser quelque peu la notion d'intégration, d'en analyser certains aspects et d'envisager les formes de luttes à adopter et à développer pour la combattre.

Depuis toujours, l'Histoire de l'Humanité n'est, en fait, que l'illustration de la lutte entre deux sentiments antagonistes: l'acceptation et le refus. Un grand nombre de philosophies, religieuses ou athées, sont basées sur un rapport de forces entre ces deux principes. Or, l'acceptation qu'est-ce, sinon une des formes de l'intégration? Je dirai même plus: l'acceptation, c'est l'intégration car dès que l'on se soumet à un ordre économique, social ou politique donné, quelles que soient les volontés de combattre cet ordre, il n'en peut résulter qu'un aménagement, une transformation superficielle, jamais sa disparition. Le refus, c'est la révolte même si, pour vivre, ou tout au moins pour survivre, l'homme, à des degrés divers, accepte de se soumettre partiellement à un système donné. Il peut lutter contre cet état de fait, mais il n'en peut rester totalement en dehors sans risquer d'être éliminé physiquement, de quelque façon que ce soit. Cette élimination, du reste, ne change rien à l'ordre établi car si le «*non-intégré*» risque de paralyser le système, sa disparition n'amène aucun changement: nous sommes tous intégrés, mais facilement remplaçables. Pour le militant révolutionnaire, il n'y a pas d'autre solution que d'accepter de vivre dans une société donnée, tout en œuvrant à sa complète disparition. La lutte sera dure et longue, mais ce n'est pas une lutte sans espoir. En effet, si individuellement l'homme est intégré, il peut collectivement combattre cette intégration. Avant d'envisager les formes que peut prendre ce combat, je vais essayer de dégager les causes essentielles de l'intégration.

Très tôt, l'homme a éprouvé le besoin de vivre avec d'autres hommes.

Les familles devinrent des clans, puis des tribus. Ces tribus se réunirent, de gré ou de force, en peuples qui engendrèrent les nations. Et toute cette évolution ne fut possible que parce qu'une majorité accepta la domination d'une minorité. A la fin du XIX^{ème} siècle, l'espoir d'une libération du prolétariat naquit. Hélas! un demi-siècle de guerres incessantes a provoqué et encouragé une crise de nationalisme paroxystique et le prolétariat aveuglé s'est laissé entraîner dans les stupides «*Unions sacrées*». Il est sorti de ces épreuves brisé, démantelé, à bout de forces. L'échec du marxisme (qui mène à une intégration totale de l'homme à l'État), joint à une certaine évolution du capitalisme, l'ont conduit à abandonner la lutte de classes et à se soumettre à la volonté de «*ceux qui savent*». Cette démission du prolétariat, ce reniement de la nécessité de la lutte de classes sont les causes essentielles de la poussée intégrationniste que nous subissons aujourd'hui.

En France, la radio, la télévision, une partie grandissante de la presse sont aux mains ou aux ordres du pouvoir gaulliste. Les partis politiques se décomposent, ultimes refuges de vieux débris d'un autre âge, et si le pouvoir tolère encore des opposants, encore faut-il que ce soit des «*opposants constructifs*»! Une seule force collective a tenté de résister, jusqu'à maintenant, et avec plus ou moins de bonheur, aux technocrates gaullistes: le syndicalisme. Ce qu'il ne peut avoir par la force, le gouvernement espère l'obtenir par la ruse et certains syndicalistes voient d'un assez bon œil l'établissement de nouveaux rapports entre l'État et le syndicalisme. On parle de plus en plus de l'association «*Capital-Travail*» et aussi de jeter les bases d'un nouveau «*contrat social*», en y substituant le principe d'association à celui d'antagonisme. N'est-ce pas Benoît Frachon, secrétaire général de la C.G.T. qui a déclaré: «*Nous sommes convenus, les uns et les autres, que l'établissement de rapports normaux entre les représentants de la classe ouvrière et le gouvernement était un objectif naturel. De tels contacts se renouvelleront. Nous vivons, d'ailleurs, dans un monde plein de*

contradictions et de divergences, et le seul moyen de cohabiter, c'est d'avoir des rapports».

Dans ces conditions, on peut tout redouter de l'évolution du syndicalisme. Les ouvriers se sont forgé une arme qui risque de se retourner contre eux. Même si les premières armes destinées à abattre ce qui reste du syndicalisme *«classique»* n'ont pas eu une bien grande portée (la réquisition après l'attitude courageuse des mineurs, est tout juste bonne à être remise au musée des conneries, et quant à la loi *«anti-grève»*, il ne tient qu'aux travailleurs de lui faire subir le même sort), tout danger est loin d'être écarté. Et la composition des trois grandes centrales syndicales françaises n'y est certes pas pour rien. Entre la C.G.T. pratiquement intégrée au *Parti communiste*, la C.F.T.C aux ordres de l'Église et F.O. ou de multiples tendances s'affrontent et où, selon le mot de l'un de ses dirigeants *«il y a des opposants, mais pas d'opposition»*, il faut bien avouer que la situation est loin de justifier un optimisme béat. Il est donc essentiel de créer ou de développer d'autres formes de lutte contre le chancre de l'intégration.

Ce qu'il faut avant tout, c'est tenter de mettre sur pied un réseau d'information car ce sera l'élément essentiel du combat: on ne peut lutter efficacement que contre ce que l'on connaît bien. Le temps des vibrants appels, des brillantes proclamations est révolu. Il est parfaitement inutile, il est même nuisible de se griser de déclarations exaltantes. L'important est de tout mettre en œuvre pour pratiquer d'une manière systématique un authentique *«déboufrage de crânes»*. C'est un travail en profondeur, une œuvre de longue haleine, mais cette lutte sans gloire apparente, cette lutte, dans la grisaille, ce combat austère est à l'image de notre époque. Il nous appartient de développer l'instinct de révolte, de préciser notre position partout où cela nous sera possible. Il nous faudra du temps pour qu'il y ait suffisamment de traînées de poudre de telle manière qu'en foutant le feu à un endroit, on puisse faire sauter toute la baraque. Ce qu'il faut aussi, c'est faire renaître l'esprit internationaliste, multiplier les contacts avec les militants étrangers, s'informer de leurs problèmes et de leurs luttes. C'est une tâche difficile, mais c'est une tâche essentielle si nous ne voulons pas que le mouvement ouvrier révolutionnaire périclite, étouffé, intégré, dans le cercle étroit du nationalisme absurde.

Cette courte étude ne traite évidemment que de certains aspects de l'intégration, mais ce sont, à mon sens, des aspects essentiels. La parole est maintenant aux militants, aux Groupes, aux Unions. Car c'est à eux, c'est à nous, qu'il appartient de lancer cette campagne contre l'intégration. Tout repose sur notre vigilance et je crois que nous pouvons faire nôtre les paroles de l'écrivain américain John Dos Passos: *«L'autorité, c'est pas réel; c'est de l'illusion. C'est le travailleur qui invente tout, ça parce qu'il y croit. Le jour que nous cesserons de croire à l'argent et à la propriété, ça sera comme un rêve, quand on se réveillera. On n'aura pas besoin de bombes ni de barricades... La religion, la politique, la démocratie, tout ça c'est pour nous tenir endormis. Chacun doit aller dire aux autres: "Réveillez-vous"».*

Gérard SCHAAFS.
